|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf | Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:unep-old.emf | **CBD** |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | Distr.GÉNÉRALECBD/COP/DEC/14/375 décembre 2018FRANÇAISORIGINAL : ANGLAIS |

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Quatorzième réunion

Charm el‑Cheikh, Égypte, 17‑29 novembre 2018

Point 7 de l’ordre du jour

**DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

14/37. Programme de travail et budget intégrés de la Convention et de ses protocoles

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* sa décision XIII/32, la décision VIII/7 de la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologique et la décision I/13 de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation,

*Rappelant également* la décision III/1, qui précise que la proposition de budget devrait être distribuée 90 jours avant les réunions de la Conférence des Parties,

*Rappelant en outre* la résolution 2/18 de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement sur le rapport entre le Programme des Nations Unies pour l’environnement et les accords multilatéraux sur l’environnement pour lesquels il assure le secrétariat,

1. *Décide* d’adopter un programme de travail et un budget intégrés pour la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages ;
2. *Décide également* de répartir l’ensemble des coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya selon un ratio de 74:15:11 pour l’exercice biennal 2019-2020 ;
3. *Note* que le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation est entré en vigueur en mai 2018 et *constate* que son programme de travail ne nécessitera aucun financement de base. Tout financement nécessaire à la mise en œuvre des activités du Secrétariat relatives au Protocole additionnel pendant l'exercice biennal 2019-2020 sera apporté par les Parties à ce dernier.
4. *Rappelle* la recommandation émise par le Bureau des services de supervision internes dans son rapport d’audit, qui figure aux paragraphes 21 à 24 du document UNEP/CBD/COP/12/INF/49, que la réserve de roulement devrait être maintenue à 15% des estimations des dépenses annuelles prévues ;
5. *Prie* la Secrétaire exécutive de faire rapport au Bureau et de lui fournir toutes les informations nécessaires, notamment en ce qui concerne l’application des accords administratifs entre le Programme des Nations Unies pour l’environnement et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, afin de garantir le rôle d’orientation du Bureau en ce qui concerne la préparation et la tenue des réunions de la Conférence des Parties ;
6. *Approuve* un budget-programme de base (BY) pour la Convention d’un montant de 14 022 190 dollars É.-U. pour l’année 2019 et de 14 722 420 dollars É.-U. pour l’année 2020, ce qui représente 74 % du budget intégré qui s’élève à 18 948 900 dollars É.-U. pour l’année 2019 et à 19 895 200 dollars É.-U. pour l’année 2020 pour la Convention et ses Protocoles, afin de répondre aux besoins recensés dans les tableaux 1a et 1b ci-dessous ;
7. *Approuve* *également* l’utilisation des montants non utilisés des fonds d’affectation spéciale BY, BG, BB pour l’exercice biennal 2017-2018 d’un montant de 3 206 600 dollars É.-U., afin d’équilibrer les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya pour l’exercice biennal 2019-2020 dans les domaines suivants : 1 480 300 dollars É.-U pour appuyer les travaux des réunions extraordinaires liées au programme après 2020 ; 1 726 300 dollars É.-U à déduire des contributions versées aux fonds d’affectation spéciale BY, BG, BB pour l’exercice biennal 2019-2020;
8. *Prie* la Secrétaire exécutive de réduire au minimum les dépenses de conférence, en réservant des espaces de conférence pour toutes les réunions des organes subsidiaires tenues à Montréal durant l’exercice biennal 2019-2020, au moyen de l’accord préférentiel pour l’utilisation d’espaces avec l’Organisation de l’aviation civile internationale à toutes les dates disponibles qui conviennent aux Parties, et, dans les cas exceptionnels où aucune date disponible ne peut être identifiée, *autorise* l’utilisation des montants non utilisés pour la location d’espaces de conférence supplémentaires et des dépenses connexes des autres options d’espaces de conférence les plus économiques
9. *Exprime* *sa reconnaissance* au Canada en tant que pays hôte pour son soutien renouvelé au Secrétariat et *accueille avec satisfaction* le processus actuel mené par le pays hôte, le Canada, la Province du Québec et la Secrétaire exécutive, pour finaliser l’extension de la subvention du pays hôte pour couvrir les frais de location des locaux et dépenses connexes du Secrétariat à Montréal, comprenant une contribution du pays hôte et de la Province du Québec estimée à 1 603 208 dollars canadiens pour l’année 2019 et 1 856 100 pour l’année 2020 à répartir selon un ratio de 74:15:11 et pour équilibrer les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, au titre de l'exercice biennal 2019-2020 ;
10. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses en 2019 et 2020, conformément au barème des quotes-parts en vigueur de l’Organisation des Nations Unies, tel qu’il figure dans le tableau 6 de la présente décision[[1]](#footnote-1) ;
11. *Adopte* aussi le tableau 2 d’effectifs du Secrétariat pour l’exercice biennal 2019-2020, utilisé aux fins d’établissement des coûts pour élaborer le budget général ;
12. *Rappelle* que la dotation en personnel du Secrétariat devrait permettre de s'assurer que les obligations juridiques découlant de la Convention et de ses protocoles soient respectées ;
13. *Prend note* de la nouvelle structure organisationnelle et répartition des postes présentées à l’annexe VII de la note de la Secrétaire exécutive[[2]](#footnote-2), et *prie* la Secrétaire exécutive d’analyser la structure et le personnel pour garantir des accords intégrés en termes de communication des données, une fonctionnalité optimale et une efficacité dans la mise en œuvre du programme de travail approuvé pour l’exercice biennal 2019-2020 et, au regard de l’orientation des activités menées après 2020 au titre de la Convention et de rendre compte des résultats de cette analyse à la Conférence des Parties à sa quinzième réunion ;
14. *Rappelle* le paragraphe 9 de la décision XIII/32, et *note avec préoccupation* les ajustements effectués par la Secrétaire exécutive à la structure du personnel du Secrétariat durant l’exercice biennal 2017-2018, qui entraînent une augmentation des dépenses de personnel dans le budget intégré pour l’exercice biennal 2019-2020 ;
15. *Autorise* la Secrétaire exécutive, dans le respect des règles des Nations Unies et sous réserve de toute décision prise par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, à ajuster les descriptions et attributions de postes au sein de la structure actuelle du Secrétariat, à condition que le coût global du Secrétariat de la Convention et de ses protocoles reste compatible avec celui du tableau d'effectifs et que cela n’entraîne pas une augmentation des dépenses de personnel inscrites au budget intégré pour les futurs exercices biennaux, et à rendre compte des ajustements effectués aux Parties à la Convention et à ses protocoles à leurs prochaines réunions ;
16. *Autorise* la Secrétaire exécutive à prendre des dépenses à hauteur du budget approuvé, en s'appuyant sur les ressources de trésorerie disponibles, y compris les soldes inutilisés, les contributions d'exercices financiers antérieurs et les recettes diverses, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement ;
17. *Autorise également* la Secrétaire exécutive à transférer des ressources entre les programmes, entre chacune des principales lignes de crédit figurant dans le tableau 1a ci-dessous, jusqu'à un total de 15% du total du budget-programme, à condition qu’une limite supplémentaire allant jusqu’à un maximum de 25% de chacune de ces lignes budgétaire s’applique ;
18. *Prie instamment* la Secrétaire exécutive de réduire davantage l’impact sur l’environnement des activités du Secrétariat, en rationnalisant l’utilisation des ressources et les déplacements, par exemple, en adoptant une plus large utilisation des installations de vidéoconférence, et en accordant la priorité aux voyages officiels qui concernent directement la mise en œuvre du programme de travail approuvé ;
19. *Constate* que la divulgation restreinte des informations financières limite la capacité de l’Organisation d’être transparente et redevable, et de mobiliser des fonds auprès d’un éventail plus large de organismes donateurs ;
20. *Prie* la Secrétaire exécutive, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l’environnement, de trouver des moyens de fournir des informations financières additionnelles afin d’améliorer la divulgation d’informations au-delà des informations financières actuelles contenues dans les déclarations de financement certifiées des fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique, en vue de faciliter les vérifications nécessaires et les décisions de financement des Parties et d’autres organismes donateurs potentiels ;
21. *Prie* la Secrétaire exécutive, comme moyen de renforcer les efforts pour favoriser la transparence et la responsabilité, de créer une section sur le site Internet de la Convention permettant de publier ou d’indiquer des liens vers des informations à jour concernant la gouvernance de la Convention, y compris, entre autres, des rapports d’audit complétés et acceptés, la réglementation financière applicable, et toute autre information budgétaire et financière pertinente ;
22. *Prie également* la Secrétaire exécutive, conformément à l’article 14 du règlement financier, de demander au Bureau des services de supervision internes d’effectuer un audit de manière périodique, et de demander des rapports sur le Programme des Nations Unies pour l’environnement au Conseil des Auditeurs de l’ONU, et de s’assurer que les rapports sont présentés comme partie intégrante de la documentation préparée pour la prochaine réunion de la Conférence des Parties, accompagnés de la réponse de la direction ;
23. *Prie en outre* la Secrétaire exécutive, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l’environnement et avec la Trésorerie de l’ONU, de fournir des informations sur les investissements et les lignes directrices actuelles en matière de politiques d’investissement relatives aux fonds d’affectation spéciale de la Convention, et de les afficher sur le site Internet de la Convention ;
24. *Invite* toutes les Parties à la Convention à prendre note du fait que les contributions aux budgets-programme de base (BY, BG et BB) doivent être versées avant le 1er janvier de l’année pour laquelle ces contributions ont été prévues dans le budget, et à les verser promptement, et *demande* que les Parties reçoivent une notification du montant de leurs contributions dès que possible au cours de l’année qui précède l’année pour laquelle ces contributions sont dues ;
25. *Note avec préoccupation* qu'un certain nombre de Parties à la Convention et aux protocoles n'ont pas versé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2018 et les années antérieures, y compris des Parties qui n'ont jamais versé leurs contributions, et *note également* que, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public adoptées par l'Organisation des Nations Unies[[3]](#footnote-3), les arriérés étaient d’environ 789 100 dollars É.-U. pour la Convention, 171 400 dollars É.-U. pour le Protocole de Cartagena, et 46 000 dollars É.-U. pour le Protocole de Nagoya Protocol à la fin de 2017 et sont déduits du solde du fonds pour couvrir les créances douteuses, et ne peuvent donc pas être utilisés au profit de chacune des Parties ;
26. *Prie instamment* lesParties qui n'ont pas encore versé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2017 et les années antérieures, de le faire sans délais ni conditions, et *prie* la Secrétaire exécutive de publier et mettre à jour régulièrement des informations sur l’état des contributions aux fonds d'affectation spéciale de la Convention (BY, BG, BB, BE, BH, BX, BZ et VB) et de tenir informés les membres des Bureaux de la Convention et des Protocoles de sorte qu’ils puissent fournir des informations sur les contributions impayées et leurs conséquences à l’occasion de réunions régionales ;
27. *Prie* le Programme des Nations Unies pour l’environnement, en tant que gestionnaire des Fonds, d’utiliser toutes les voies diplomatiques disponibles pour communiquer aux Parties concernées leurs arriérés de contributions aux fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique (BY, BG et BB) pour 2018 et les années précédentes, en vue d’obtenir le paiement intégral de ces arriérés au profit de toutes les Parties à la Convention et à ses protocoles, et *prie* la Secrétaire exécutive de faire rapport au Bureau et à la Conférence des Parties, à sa quinzième réunion, sur la situation de ces arriérés ;
28. *Confirme* qu'en ce qui concerne les contributions dues à partir du 1er janvier 2005, les Parties dont les contributions sont en souffrance depuis deux (2) ans ou plus ne pourront pas devenir membres des Bureaux de la Convention, de ses protocoles ou de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques ni désigner un membre à un comité de conformité ; et *décide* que cela ne s'applique qu’aux Parties qui ne sont pas des pays les moins avancés ou des petits États insulaires en développement ;
29. *Autorise* la Secrétaire exécutive à conclure des accords avec les Parties dont les contributions sont en souffrance depuis deux ans ou plus, afin de convenir d'un « échéancier de paiements » pour effacer tous les arriérés dans les six ans, en fonction de la situation financière de la Partie, et pour payer les contributions futures à échéance, et à rendre compte de l’application de ces accords au Bureau à sa prochaine réunion et à la Conférence des Parties ;
30. *Décide* qu’une Partie qui a conclu un accord conformément au paragraphe 29 ci-dessus et qui respecte pleinement les dispositions de cet accord ne fera pas l’objet des dispositions du paragraphe 28 ci-dessus ;
31. *Prie* laSecrétaire exécutive et *invite* le président de la Conférence des Parties à informer, par une lettre signée conjointement, les Parties qui ont des arriérés de contributions les invitant à prendre des mesures en temps opportun, et à remercier les Parties qui ont répondu de manière positive et réglé leurs arriérés de contributions ;
32. *Constate* qu’il conviendrait de proroger les fonds d’affectation spéciale au titre de la Convention et des protocoles (BY, BG et BB) de deux ans, à compter du 1er janvier 2020 et jusqu’au 31 décembre 2021, et *demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement d’obtenir l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement à cette fin ;
33. *Prend acte* des estimations de financement pour :
34. Le Fonds d'affectation spéciale (BE) de contributions volontaires additionnelles en appui aux activités approuvées au titre de la Convention et de ses protocoles pour la période 2019-2020, comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessous ;
35. Le Fonds d'affectation spéciale (BZ) de contributions volontaires pour faciliter la participation des États Parties en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, aux travaux de la Convention et de ses protocoles pour la période 2019-2020, comme indiqué dans le tableau 4 ci-dessous ;
36. Le Fonds d'affectation spéciale (VB) pour faciliter la participation des peuples autochtones et des communautés locales aux travaux de la Convention et des protocoles pour la période 2019-2020, comme indiqué dans le tableau 5 ci-dessous ;
37. *Invite* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement à continuer l’accord conclu de supprimer les dépenses d’appui au programme imputées sur les contributions volontaires pour les frais de participation des fonds d’affectation spéciale BZ et VB, étant donné que le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique répond au critère énoncé dans la résolution 2/18, à savoir que la participation est assurée par le personnel administratif financé par les dépenses d’appui au programme du budget opérationnel ;
38. *Rappelle* l’article 30 du règlement intérieur de la Convention et *souligne* qu’il est nécessaire qu’un grand nombre de Parties participent aux réunions des Parties à la Convention et à ses protocoles ;
39. *Réaffirme* l'importance de la participation pleine et effective des pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ainsi que des Parties à économie en transition, aux réunions de la Convention et de ses protocoles, et dans ce contexte, *demande* à la Secrétaire exécutive de prendre en compte les décisions pertinentes de la Conférence des Parties et des réunions des Parties à ses protocoles sur les réunions simultanées et sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des processus de la Convention et de ses protocoles ;
40. *Prie* la Secrétaire exécutive, en consultation avec le Bureau et sous la direction de celui-ci, et compte tenu de la recommandation 2/20 adoptée par l’Organe subsidiaire chargé de l’application[[4]](#footnote-4), de présenter une proposition pour adoption à la quinzième réunion de la Conférence des Parties, visant à réviser la structure et les règles relatives au Fonds d’affectation spéciale BZ adoptées à la neuvième réunion de la Conférence des Parties[[5]](#footnote-5), ) afin de s'attaquer au problème persistant de manque de financement prévisible et durable et de veiller à ce que le Fonds BZ soit axé sur le financement des pays qui ont le plus besoin d'aide pour participer, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et *prie en outre* la Secrétaire exécutive de faire état des progrès accomplis dans l'élaboration de mesures destinée à améliorer la visibilité du fond et son attractivité pour les donateurs, sur la base des enseignements tirés de la gestion de fonds similaires dans les autres instances internationales ;
41. *Encourage vivement* les pays développés Parties et les autres Parties qui sont en mesure de le faire, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud, à fournir les ressources financières nécessaires au Fonds d’affectation spéciale BZ, afin d’assurer la participation pleine et effective de représentants des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, aux réunions de la Conférence des Parties, de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux protocoles, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8(j) et les dispositions connexes et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application ;
42. *Encourage également vivement* les donateurs à fournir des fonds supplémentaires pour permettre la participation d'un deuxième délégué des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement à la quinzième réunion de la Conférence des Parties, à la dixième réunion des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et à la quatrième réunion des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et *demande* à la Secrétaire exécutive de rendre compte à la Conférence des Parties à sa quinzième réunion du dispositif mis en place à cette fin ;
43. *Rappelle* le paragraphe 31 de la décision IX/34, et *prie* la Secrétaire exécutive de continuer à accorder une priorité absolue au financement de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement lors de l’allocation de financements du Fonds d’affectation spéciale BZ ;
44. *Prie* la Secrétaire exécutive de mener des consultations auprès d’organismes privés, d’organisations non gouvernementales et d’organisations internationales pour obtenir des contributions de fonds externes au Fonds d’affectation spécial de contributions volontaires (BZ), en tenant compte : a) des différentes directives existantes concernant la participation du secteur privé au système des Nations Unies; b) des données d’expérience d’autres conventions et processus des Nations Unies concernant le financement de la participation des pays en développement Parties admissibles, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, et *prie en outre* la Secrétaire exécutive d’informer le Bureau de la Conférence des Parties de l’évolution de la situation à ce sujet ;
45. *Encourage*  les pays développés Parties et les autres Parties qui sont en mesure de le faire, à faciliter un engagement du Secrétariat auprès d’autres organismes donateurs potentiels au Fonds d’affectation spéciale BZ, y compris des organismes privés, pour aider à financer la participation des pays en développement Parties admissibles aux réunions de la Convention et de ses protocoles ;
46. *Prie* la Secrétaire exécutive de rappeler aux Parties qu’il est nécessaire de contribuer au Fonds d'affectation spéciale (BZ) de contributions volontaires au moins six mois avant les réunions ordinaires de la Convention et de ses protocoles, ainsi que de faire une demande en décembre de chaque année portant sur les besoins liés à toutes les réunions pertinentes de l'année suivante et d’adresser, le plus tôt possible, des invitations à d’autres organismes donateurs de faire des contributions ;
47. *Prie en outre* la Secrétaire exécutive, en consultation avec les Bureaux, de continuer à surveiller la disponibilité de contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale (BZ) ;
48. *Accueille avec gratitude* la généreuse contribution du Gouvernement japonais au financement d'urgence pour l'exercice biennal 2019-2020, d'un montant de 500 000 dollars É.U. provenant du Fonds japonais pour la biodiversité[[6]](#footnote-6), qui servira de fonds de roulement en attendant que des fonds suffisants soient reçus dans le Fonds d'affectation spéciale BZ ;
49. *Décide* de mettre de côté un montant de jusqu’à 500 000 dollars É.U. provenant des recettes d’investissement accumulées du Fonds d’affectation spéciale BE, sans préjudice de tout accord bilatéral restreignant l’emploi des intérêts accumulés pour des contributions volontaires particulières, qui pourrait potentiellement être utilisé si, selon l’avis du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement, des circonstances exceptionnelles[[7]](#footnote-7) surviennent concernant la facilitation de la participation des pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition, aux réunions prioritaires[[8]](#footnote-8) identifiées dans le budget de base pour l’exercice biennal 2019-2010, et *invite* le Directeur exécutif, si il ou elle est satisfait(e) de la nécessité exceptionnelle et de la compatibilité de l’utilisation de ces fonds avec le règlement financier du Programme des Nations Unies pour l’environnement, à autoriser la Secrétaire exécutive à utiliser ce montant mis de côté, en consultation avec le Bureau et moyennant un remboursement ultérieur au moyen de nouvelles contributions volontaires versées au Fonds BZ, et à présenter directement un rapport aux Parties à la Convention et aux Parties aux protocoles à leurs prochaines réunions ;
50. *Constate avec préoccupation* la transmission tardive des documents budgétaires prévus pour la quatorzième réunion de la Conférence des Parties, et *prie* la Secrétaire exécutive de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les documents requis pour la quinzième réunion de la Conférence des Parties soient distribués en respectant pleinement les règles en vigueur, et de maintenir le Bureau informé du processus de préparation du budget ;
51. *Demande* à la Secrétaire exécutive d’élaborer et de remettre un programme de travail actualisé, détaillé et intégré pour la période 2019-2022, qui énonce les objectifs, les tâches qui doivent être accomplies par le Secrétariat, et les résultats escomptés concernant chaque poste budgétaire, pour la Convention et ses protocoles, aux fins d’examen par les Parties à la Convention et à ses protocoles à leurs prochaines réunions, ainsi qu’un budget-programme correspondant qui suit le modèle de budget-programme proposé pour le Programme des Nations Unies pour l’environnement, y compris la déclaration d’information additionnelle, pour l’exercice biennal, comprenant trois options;
52. Faire une évaluation du taux de croissance requis pour le budget-programme (Fonds d’affectation BY, BG et BB), qui ne devrait pas dépasser 4% d’augmentation du niveau total pour 2019-2020 moins le montant sur la ligne budgétaire K réunions extraordinaires sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, en valeur nominale ;
53. Maintien du budget-programme (fonds d’affectation BY, BG et BB) au niveau total pour 2019-2020 moins le montant sur la ligne budgétaire K réunions extraordinaires sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, en valeur réelle ;
54. Maintien du budget-programme (fonds d’affectation BY, BG et BB) au niveau total pour 2019-2020 moins le montant sur la ligne budgétaire K réunions extraordinaires sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, en valeur nominale ;

49. *Demande également* à la Secrétaire exécutive d’introduire toutes les mesures possibles pour améliorer l’efficacité et l’efficience du Secrétariat et d’intégrer ces mesures dans les trois scénarios ;

50. *Demande en outre* à la Secrétaire exécutive de transmettre un rapport à la Conférence des Parties à la Convention et à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties à ses protocoles, à leurs prochaines réunions, sur les recettes et l'exécution du budget, les soldes inutilisés, les excédents et les reports, ainsi que sur tous les ajustements apportés au budget pour l’exercice biennal 2019-2020.

**Tableau 1a. Budget intégré des fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles pour l’exercice biennal 2019-2020**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *2019 (milliers de dollars É.-U.)* | *2020 (milliers de* *dollars É.-U.)* | *Total (milliers de* *dollars É.-U.)* |
|
|
| **I. Programmes:** |  |  |  |
|  Bureau de la Secrétaire exécutive | 3 534,0 | 3 444,8 | 6 978,8 |
|  Protocoles de Nagoya et Cartagena | 2 322,6 | 2 375,9 | 4 698,5 |
|  Division de la science de la société et de l'avenir durable | 3 912,3 | 3 909,0 | 7 821,3 |
|  Division de l'appui à la mise en œuvre | 3 105,0 | 3 708,2 | 6 813,2 |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 3 845,0 | 4 052,6 | 7 897,6 |
| **Sous-total** | **16 718,9** | **17 490,5** | **34 209,4** |
| Coûts d’appui au programme | 2 173,4 | 2 273,9 | 4 447,2 |
| **III. Réserve du fonds de roulement** | 56,6 | 130,8 | 187,5 |
| **Total** | **18 948,9** | **19 895,2** | **38 844,1** |
| Part de la Convention du budget intégré (74%) | 14 022,2 | 14 722,5 | **28 744,7** |
| Moins: Contribution du pays hôte |  (909,8) |  (1 053,3) |  (1 963,1) |
| Moins: Utilisation des réserves pour les réunions extraordinaires |  (627,2) |  (468,3) |  (1 095,5) |
| Moins: Économies des années précédentes |  (638,7) |  (638,7) |  (1 277,4) |
| Total net (montant à répartir entre les Parties) | 11 846,5 | 12 562,2 | 24 408,7 |
|  |  |  |  |
|  | *2019 (milliers de dollars É.-U.)* | *2020 (milliers de* *dollars É.-U.)* | *Total (milliers de* *dollars É.-U.)* |
|  |  |  |  |
| A. Organes directeurs et subsidiaires | 1 889,0 | 2 484,0 | 4 373,0 |
| B. Direction exécutive et administration | 2 634,5 | 2 669,8 | 5 304,3 |
| C. Programme de travail | 9 309,4 | 9 243,1 | 18 552,5 |
| D. Soutien administratif | 2 886,0 | 3 093,7 | 5 979,7 |
| **Sous-total** | **16 718,9** | **17 490,6** | **34 209,5** |
| Coûts d’appui au programme | 2 173,5 | 2 273,8 | 4 447,2 |
| Réserve du fonds de roulement | 56,6 | 130,7 | 187,4 |
| **Total** | **18 949,0** | **19 895,1** | **38 844,1** |
| Part de la Convention du budget intégré (74%) | 14 022,3 | 14 722,4 | **28 744,7** |
| Moins: Contribution du pays hôte |  (909,8) |  (1 053,3) |  (1 963,1) |
| Moins: Utilisation des réserves du Groupe de travail à composition non limitée |  (627,2) |  (468,3) |  (1 095,5) |
| Moins: Économies des années précédentes |  (638,7) |  (638,7) |  (1 277,4) |
| Total net (montant à répartir entre les Parties) | 11 846,6 | 12 562,1 | 24 408,7 |

**Tableau 1b. Budget biennal intégré des fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles pour la période 2019-2020 (par poste de dépense)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Poste de dépense** | **2019** | **2020** | **Total** |
|  | *(milliers de dollars É.-U.)* |
| A. | Dépenses de personnel | 11 453,9 | 11 626,6 | 23 080,5 |
| B. | Réunions du Bureau | 150,0 | 215,0 | 365,0 |
| C. | Voyages en mission | 400,0 | 400,0 | 800,0 |
| D. | Consultants/sous-traitance | 50,0 | 50,0 | 100,0 |
| E. | Matériel de sensibilisation du public/communication | 50,0 | 50,0 | 100,0 |
| F. | Assistance temporaire/heures supplémentaires | 100,0 | 100,0 | 200,0 |
| G. | Formation | 5,0 | 5,0 | 10,0 |
| H. | Traduction du site/projets Web  | 65,0 | 65,0 | 130,0 |
| I. | Réunions 1/2/3 | 1 569,0 | 2 119,0 | 3 688,0 |
| J. | Réunions d’experts | 170,0 | 150,0 | 320,0 |
| K. | Réunions extraordinaires sur l'après-2020 4/ | 750,0 | 560,0 | 1 310,0 |
| L. | Loyer et coûts connexes 5/ | 1 229,5 | 1 423,4 | 2 652,9 |
| M. | Dépenses générales d’exploitation | 726,6 | 726,6 | 1 453,2 |
|  | **Sous-total (I)** | **16 719,0** | **17 490,6** | **34 209,6** |
| **II** | **Coûts d’appui au programme (13%)** | 2 173,5 | 2 273,8 | 4 447,2 |
|  | **Sous-total (I + II)** | **18 892,4** | **19 764,4** | **38 656,8** |
| **III** | **Réserve du fonds de roulement** | 56,6  | 130,8 | 187,3 |
|  | **Total global (II + III)** | **18 949,0** | **19 895,1**  | **38 844,1** |
|  | Part de la Convention du budget intégré (74%) | 14 022,2  | 14 722,4  | 28 744,6  |
|  | Moins la contribution du pays hôte | (909,8) | (1 053,3) | (1 963,1) |
|  | Moins l’utilisation des réserves pour les réunions spéciales /4 | (627,2) | (468,3) | (1 095,4) |
|  | Moins les économies des années précédentes | (638,7) | (638,7) | (1 277,5) |
|  | **Total net (montant à répartir entre les Parties)** | **11 846,5** | **12 562,1** | **24 408,6** |
|  |  |  |  |  |  |
|  | 1/ Réunions prioritaires financées par le budget de base : |
|  | - Onzième réunion du Groupe de travail spécial sur l’article 8j) et les dispositions connexes- Vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques.- Troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application.- Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention/ Neuvième réunion des Parties au Protocole de Cartagena/Quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya tenues en même temps. |
|  | 2/ SBSTTA-23 (3 jours), art. 8 j)-11 (3 jours) consécutives en 2019. SBSTTA-24 (6 jours), SBI-3 (5 jours) consécutives en 2020. |
|  | 3/ Budget pour COP-15/COP-MOP 10 and COP-MOP 4 divisé en parts égales entre les deux années de l’exercice biennal. |
|  | 4/ Deux réunions extraordinaires distinctes de 5 jours chacune, plus 2 jours de prolongation pour SBSTTA-23. |
|  | 5/ Indicatif. |

**Tableau 2. Besoins en personnel du Secrétariat provenant des budgets de base de la Convention et de ses protocoles pour l’exercice biennal 2019-2020**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |  |
|  | 2019 | 2020 |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** |  |  |
| ASG | 1 | 1 |
| D-2 | – | – |
| D-1 | 3 | 3 |
| P-5 | 10 | 10 |
| P-4 | 12 | 12 |
| P-3 | 14 | 14 |
| P-2/1 | 9 | 9 |
| **Sous-total** | **49** | **49** |
| **Services généraux** | 29 | 29 |
| **Total** | **78** | **78** |

**Tableau 3. Besoins en ressources provenant du Fonds d'affectation spéciale (BE) pour les contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées pour l'exercice biennal 2019-2020**

1. **Convention sur la diversité biologique**

(*En milliers de dollars É.-U.*)

|  |  |
| --- | --- |
| **Réunions d’experts** |  |
| Article 8 j), et dispositions connexes | 72,5  |
| Renforcement des capacités | 165,5  |
| Centre d'échange d'informations | 55,0  |
| Coopération | 178,8  |
| Information de séquençage numérique  | 73,5  |
| Restauration écosystémique | 384,0  |
| Genre | 53,5  |
| Santé | 142,8  |
| Groupe de haut niveau | 100,0  |
| Espèces exotiques envahissantes | 136,8  |
| Intégration  | 879,5  |
| Diversité biologique marine | 122,3  |
| Après 2020 | 62,5  |
| Mécanismes d'examen | 90,0  |
| Gestion durable de la faune | 212,0  |
| Biologie synthétique | 71,5  |
| Coopération technique et scientifique | 69,3  |
| Sous-total | 2 869,3  |
|  |  |
| **Ateliers de renforcement des capacités** |  |
|  Article 8 j), et dispositions connexes | 110,0 |
| Renforcement des capacités | 435,5 |
| Changements climatiques | 684,0 |
| Coopération | 618,3 |
| Mécanismes financiers | 156,3 |
| Santé | 546,0 |
| Intégration | 596,0 |
| Diversité biologique marine | 86,3 |
| Gestion durable de la faune | 407,0 |
| Coopération technique et scientifique | 265,0 |
| Sous-total | 3 904,3 |
|  |  |
| **Autres ateliers**  |  |
| Changements climatiques | 65,0 |
| Coopération  | 451,5 |
| Genre | 150,0 |
| Santé | 96,0 |
| Intégration | 791,0 |
| Diversité biologique marine | 238,0 |
| Après 2020 | 1 720,0 |
| Zones protégées | 165,0 |
| Coopération technique et scientifique | 360,0 |
| Sous-total | 4 036,5 |
|  |  |
| **Personnel** |  |
|  Coopération et synergies (P-3)  | 327,0 |
|  Spécialiste scientifique - (P-4)  | 404,0 |
|  Restauration des écosystèmes forestiers (P-3)  | 327,0 |
|  Spécialiste de la santé - (P-3)  | 327,0 |
|  Assistant de contenu Web (G-7)  | 148,0 |
| Sous-total | 1 533,0 |
|  |  |
| **Consultants** |  |
| Article 8 j), et dispositions connexes | 35,0 |
| Renforcement des capacités | 571,0 |
| Changements climatiques | 153,0 |
| Stratégie de communication | 150,0 |
| Coopération  | 715,5 |
| Information de séquençage numérique  | 60,0 |
| Restauration des écosystèmes | 40,0 |
| Mécanismes financiers | 250,0 |
| Genre | 77,5 |
| Perspectives mondiales de la diversité biologique | 910,0 |
| Santé | 50,0 |
| Espèces exotiques envahissantes | 20,0 |
| Gestion des connaissances  | 84,0 |
| Intégration | 544,0 |
| Diversité biologique marine | 295,5 |
| Pollinisateurs | 100,0 |
| Après 2020 | 586,0 |
| Zones protégées | 167,5 |
| Mobilisation des ressources | 250,0 |
| Mécanismes d'examen | 42,0 |
| Plan stratégique 2011-2020 | 48,0 |
| Gestion durable de la faune | 140,0 |
| Biologie synthétique | 78,0 |
| Coopération technique et scientifique | 340,0 |
| Sous-total | 5 707,0 |
|  |  |
| **Déplacements du personnel** |  |
| Changements climatiques | 8,5 |
| Coopération  | 42,0 |
| Restauration des écosystèmes | 10,0 |
| Genre | 10,0 |
| Santé | 40,0 |
| Intégration | 20,0 |
| Diversité biologique marine | 38,0 |
| Après 2020 | 150,0 |
| Zones protégées | 6,0 |
| Sous-total | 324,5 |
|  |  |
| **Élaboration et impression des rapports** |  |
| Renforcement des capacités | 20,0 |
| Changements climatiques | 7,0 |
| Coopération  | 20,0 |
| Perspectives mondiales de la diversité biologique | 170,0 |
| Genre | 6,5 |
| Santé | 40,0 |
| Gestion des connaissances  | 50,0 |
| Intégration | 60,0 |
| Diversité biologique marine | 10,0 |
| Après 2020 | 10,0 |
| Zones protégées | 3,0 |
| Mobilisation des ressources | 10,0 |
| Coopération technique et scientifique | 25,0 |
| Sous-total | 431,5 |
|  |  |
| **Publications** |  |
| Article 8 j), et dispositions connexes | 2,0 |
| Renforcement des capacités | 35,0 |
| Coopération  | 105,0 |
| Perspectives mondiales de la diversité biologique | 100,0 |
| Genre | 3,0 |
| Santé | 30,0 |
| Gestion des connaissances  | 100,0 |
| Intégration | 118,0 |
| Diversité biologique marine | 20,0 |
| Pollinisateurs | 50,0 |
| Après 2020 | 15,0 |
| Aires protégées | 3,0 |
| Mobilisation des ressources | 3,0 |
| Gestion durable de la faune | 65,0 |
| Coopération technique et scientifique | 20,0 |
| Sous-total | 669,0 |
|  |  |
| **Total** | **19**  **475,0** |
| **Coûts d’appui au programme (13%)** | **2** **531,8** |
| **Total, Convention sur la diversité biologique** | **22**  **006,8** |

1. **Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biologiques**

(*En milliers de dollars É.-U.*)

|  |  |
| --- | --- |
| **Réunions d’experts**  |  |
| Groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques | 78,0 |
| Sous-total | 78,0 |
|  |  |
| **Ateliers de renforcement des capacités** |  |
| Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur | 147,0 |
| Renforcement des capacités | 15,0 |
| Sous-total | 162,0 |
|  |  |
| **Autres ateliers**  |  |
| Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (2011-2020) | 69,0 |
| Mouvements transfrontières et mesures d'urgence | 48,0 |
| Sous-total | 117,0 |
|  |  |
| **Personnel** |  |
| Administrateur de programme - BCH (P-3) | 327,0 |
| Sous-total | 327,0 |
|  |  |
| **Consultants** |  |
| Mise en œuvre des plans d'action en matière de conformité | 75,0 |
| Évaluation et gestion des risques | 45,0 |
| Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur | 85,0 |
| Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques | 10,0 |
| Sous-total | 215,0 |
|  |  |
| **Total** | **899,0** |
| Coûts d’appui au programme (13%) | 116,9 |
| **Total, Protocole de Cartagena**  | **1**  **015,9** |
|  |  |

1. **Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages**

(*En milliers de dollars É.-U.*)

|  |  |
| --- | --- |
| **Ateliers de renforcement des capacités** |  |
| Cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités au-delà de 2020 | 83,0 |
| Sous-total | 83,0 |
| **Consultants** |  |
| Cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités après 2020 | 111,0 |
| Mécanisme mondial multilatéral de partage des avantages (article 10) | 21,0 |
| Sous-total | 132,0 |
| **Déplacements du personnel** |  |
| Première évaluation et examen de l'efficacité du Protocole | 23,0 |
| Sous-total | 23,0 |
| **Total** | **238,0** |
| Coûts d’appui au programme (13%) | 30,9 |
| **Total, Protocole de Nagoya**  | **268,9** |
|  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | ***Montant (milliers de $US)*** | ***Coûts d’appui au programme*** | ***Total*** |
| Convention sur la diversité biologique | 19 475,0 | 2 531,8 | 22 006,8 |
| Protocole de Cartagena  | 899,0 | 116,9 | 1 015,9 |
| Protocole de Nagoya | 238,0 | 30,9 | 268,9 |
| Total global | 20 612,0 | 2 679,6 | 23 291,6 |

**Tableau 4. Besoins en ressources provenant du Fonds d’affectation spéciale (BZ) de contributions volontaires pour faciliter la participation des Parties aux processus de la Convention durant l'exercice biennal 2019-2020**

|  |  |
| --- | --- |
| *Description des réunions* | *2019-2020* |
| *(milliers de dollars É.-U.)* |
| **I. Réunions:** |  |
| COP-15, Protocole de Cartagena COP-MOP 10 et Protocole de Nagoya COP-MOP 4 | 1 500,0 |
| Réunions régionales en préparation des réunions concomitantes de la Conférence des Parties, | 100,0 |
| Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA 23 et 24) | 1 200,0 |
| Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes (art. 8 j)-11) | 150,0 |
| Organe subsidiaire chargé de l'application (SBI 3) | 150,0 |
| Réunions extraordinaires sur l'après-2020 | 300,0 |
| **Sous-total** | **3 400,0** |
| **II. Coûts d’appui au programme** | **442,0** |
| **Coût total (I+II)** | **3 842,0** |
| *Notes :* |  |
| 1/ Voir paragraphes 40-46 de la décision de la 14/37 de la Conférence des Parties. |  |
| 2/ Engagements initiaux pris par l'Union européenne et les gouvernements du Canada, de la Finlande, de l'Allemagne, du Japon (Fonds japonais pour la biodiversité), de la Norvège, de l’Afrique du Sud et du Royaume-Uni. |

**Tableau 5. Fonds d'affectation spéciale volontaire (VB) visant à faciliter la participation des peuples autochtones et des communautés locales au processus de la Convention pour la période 2019-2020**

|  |  |
| --- | --- |
| *Description* | *2019-2020* |
|  | *(milliers de dollars É.-U.)* |
|  |  |
| **I. Réunions:** |  |
| Appui aux peuples autochtones et communautés locales | 500,0 |
| **Sous-total** | **500,0** |
| **II. Coûts d’appui au programme** | **65,0** |
| **Coût total (I+II)** | **565,0** |

**Tableau 6. Contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour l’exercice biennal 2019-2020[[9]](#footnote-9)**

| **Parties** | **Barème des quote-parts de l’ONU****pour** **2016-2018 (%)** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01 %** | **Contributions****dues au 1er****janvier 2019** | **Contributions****dues au 1er****janvier 2020** | **Total 2019-2020** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Afghanistan | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1,831 |
| Afrique du Sud | 0,364 | 0,455 | 53 907 | 57 163 | 111 071 |
| Albanie | 0,008 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Algérie | 0,161 | 0,201 | 23 844 | 25 284 | 49 127 |
| Allemagne | 6,389 | 7,987 | 946 189 | 1 003 343 | 1 949 532 |
| Andorre | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1 831 |
| Angola | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Arabie saoudite | 1,146 | 1,433 | 169 719 | 179 970 | 349 689 |
| Argentine | 0,892 | 1,115 | 132 102 | 140 082 | 272 184 |
| Arménie | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1 831 |
| Australie | 2,337 | 2,922 | 346 102 | 367 008 | 713 110 |
| Autriche | 0,720 | 0,900 | 106 630 | 113 070 | 219 700 |
| Azerbaïdjan | 0,060 | 0,075 | 8 886 | 9 423 | 18 308 |
| Bahamas | 0,014 | 0,018 | 2 073 | 2 199 | 4 272 |
| Bahreïn | 0,044 | 0,055 | 6 516 | 6 910 | 13 426 |
| Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Barbade | 0,007 | 0,009 | 1 037 | 1 099 | 2 136 |
| Belarus | 0,056 | 0,070 | 8 293 | 8 794 | 17 088 |
| Belgique | 0,885 | 1,106 | 131 065 | 138 982 | 270 048 |
| Belize | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Bénin | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,012 | 0,015 | 1 777 | 1 885 | 3 662 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,013 | 0,016 | 1 925 | 2 042 | 3 967 |
| Botswana | 0,014 | 0,018 | 2 073 | 2 199 | 4 272 |
| Brésil | 3,823 | 4,779 | 566 173 | 600 373 | 1 166 546 |
| Brunei-Darussalam | 0,029 | 0,036 | 4 295 | 4 554 | 8 849 |
| Bulgarie | 0,045 | 0,056 | 6 664 | 7 067 | 13 731 |
| Burkina Faso | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Burundi | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Cambodge | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Cameroun | 0,010 | 0,013 | 1 481 | 1 570 | 3 051 |
| Canada | 2,921 | 3,652 | 432 590 | 458 720 | 891 311 |
| Chili | 0,399 | 0,499 | 59 091 | 62 660 | 121 750 |
| Chine | 7,921 | 9,902 | 1 173 073 | 1 243 932 | 2 417 005 |
| Chypre | 0,043 | 0,054 | 6 368 | 6 753 | 13 121 |
| Colombie | 0,322 | 0,403 | 47 687 | 50 568 | 98 255 |
| Comores | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Congo | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1 831 |
| Cook (Îles Cook) | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Costa Rica | 0,047 | 0,059 | 6 961 | 7 381 | 14 342 |
| Côte d'Ivoire | 0,009 | 0,011 | 1 333 | 1 413 | 2 746 |
| Croatie | 0,099 | 0,124 | 14 662 | 15 547 | 30 209 |
| Cuba | 0,065 | 0,081 | 9 626 | 10 208 | 19 834 |
| Danemark | 0,584 | 0,730 | 86 488 | 91 713 | 178 201 |
| Djibouti | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Dominique | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Égypte | 0,152 | 0,190 | 22 511 | 23 870 | 46 381 |
| Émirats arabes unis | 0,604 | 0,755 | 89 450 | 94 854 | 184 304 |
| Équateur | 0,067 | 0,084 | 9 922 | 10 522 | 20 444 |
| Érythrée | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Espagne | 2,443 | 3,054 | 361 800 | 383 654 | 745 454 |
| Estonie | 0,038 | 0,048 | 5 628 | 5 968 | 11 595 |
| Eswatini | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| État de Palestine | 0,007 | 0,009 | 1 037 | 1 099 | 2 136 |
| Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,007 |  0,009  | 1 037 | 1 099 | 2 136 |
| Fédération de Russie | 3,088 | 3,860 | 457 322 | 484 947 | 942 269 |
| Fidji | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Finlande | 0,456 | 0,570 | 67 532 | 71 611 | 139 143 |
| France | 4,859 | 6,074 | 719 601 | 763 068 | 1 482 670 |
| Gabon | 0,017 | 0,021 | 2 518 | 2 670 | 5 187 |
| Gambie | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Géorgie | 0,008 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Ghana | 0,016 | 0,020 | 2 370 | 2 513 | 4 882 |
| Grèce | 0,471 | 0,589 | 69 754 | 73 967 | 143 720 |
| Grenade | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Guatemala | 0,028 | 0,035 | 4 147 | 4 397 | 8 544 |
| Guinée | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Guinée équatoriale | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Guyana | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Haïti | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Honduras | 0,008 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Hongrie | 0,161 | 0,201 | 23 844 | 25 284 | 49 127 |
| Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Inde | 0,737 | 0,921 | 109 147 | 115 740 | 224 887 |
| Indonésie | 0,504 | 0,630 | 74 641 | 79 149 | 153 790 |
| Iran (République islamique d') | 0,471 | 0,589 | 69 754 | 73 967 | 143 720 |
| Iraq | 0,129 | 0,161 | 19 104 | 20 258 | 39 363 |
| Irlande | 0,335 | 0,419 | 49 612 | 52 609 | 102 222 |
| Islande | 0,023 | 0,029 | 3 406 | 3 612 | 7 018 |
| Israël | 0,430 | 0,538 | 63 682 | 67 528 | 131 210 |
| Italie | 3,748 | 4,685 | 555 066 | 588 594 | 1 143 661 |
| Jamaïque | 0,009 | 0,011 | 1 333 | 1 413 | 2 746 |
| Japon | 9,680 | 12,101 | 1 433 575 | 1 520 169 | 2 953 744 |
| Jordanie | 0,020 | 0,025 | 2 962 | 3 141 | 6 103 |
| Kazakhstan | 0,191 | 0,239 | 28 286 | 29 995 | 58 282 |
| Kenya | 0,018 | 0,023 | 2 666 | 2 827 | 5 492 |
| Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Kiribati | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Koweït | 0,285 | 0,356 | 42 208 | 44 757 | 86 965 |
| Lesotho | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Lettonie | 0,050 | 0,063 | 7 405 | 7 852 | 15 257 |
| Liban | 0,046 | 0,058 | 6 812 | 7 224 | 14 036 |
| Libéria | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Libye | 0,125 | 0,156 | 18 512 | 19 630 | 38 142 |
| Liechtenstein | 0,007 | 0,009 | 1 037 | 1 099 | 2 136 |
| Lituanie | 0,072 | 0,090 | 10 663 | 11 307 | 21 970 |
| Luxembourg | 0,064 | 0,080 | 9 478 | 10 051 | 19 529 |
| Madagascar | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Malaisie | 0,322 | 0,403 | 47 687 | 50 568 | 98 255 |
| Malawi | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Maldives | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Mali | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Malte | 0,016 | 0,020 | 2 370 | 2 513 | 4 882 |
| Maroc | 0,054 | 0,068 | 7 997 | 8 480 | 16 477 |
| Marshall (Îles) | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Maurice | 0,012 | 0,015 | 1 777 | 1 885 | 3 662 |
| Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Mexique | 1,435 | 1,794 | 212 519 | 225 356 | 437 874 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Monaco | 0,010 | 0,013 | 1 481 | 1 570 | 3 051 |
| Mongolie | 0,005 | 0,006 | 740 | 785 | 1 526 |
| Monténégro | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Mozambique | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Myanmar | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Namibie | 0,010 | 0,013 | 1 481 | 1 570 | 3 051 |
| Nauru | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Népal | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1 831 |
| Nicaragua | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Niger | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Nigéria | 0,209 | 0,261 | 30 952 | 32 822 | 63 774 |
| Nioué | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Norvège | 0,849 | 1,061 | 125 734 | 133 329 | 259 063 |
| Nouvelle-Zélande | 0,268 | 0,335 | 39 690 | 42 087 | 81 777 |
| Oman | 0,113 | 0,141 | 16 735 | 17 746 | 34 481 |
| Ouganda | 0,009 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Ouzbékistan | 0,023 | 0,029 | 3 406 | 3 612 | 7 018 |
| Pakistan | 0,093 | 0,116 | 13 773 | 14 605 | 28 378 |
| Palaos | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Panama | 0,034 | 0,043 | 5 035 | 5 339 | 10 375 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Paraguay | 0,014 | 0,018 | 2 073 | 2 199 | 4 272 |
| Pays-Bas | 1,482 | 1,853 | 219 479 | 232 737 | 452 216 |
| Pérou | 0,136 | 0,170 | 20 141 | 21 358 | 41 499 |
| Philippines | 0,165 | 0,206 | 24 436 | 25 912 | 50 348 |
| Pologne | 0,841 | 1,051 | 124 549 | 132 073 | 256 622 |
| Portugal | 0,392 | 0,490 | 58 054 | 61 561 | 119 614 |
| Qatar | 0,269 | 0,336 | 39 838 | 42 244 | 82 082 |
| République arabe syrienne | 0,024 | 0,030 | 3 554 | 3 769 | 7 323 |
| République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| République de Corée | 2,039 | 2,549 | 301 969 | 320 209 | 622 178 |
| République de Moldavie | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| République démocratique du Congo | 0,008 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| République démocratique populaire lao | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| République dominicaine | 0,046 | 0,058 | 6 812 | 7 224 | 14 036 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,005 | 0,006 | 740 | 785 | 1 526 |
| République tchèque | 0,344 | 0,430 | 50 945 | 54 023 | 104 968 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Roumanie | 0,184 | 0,230 | 27 250 | 28 896 | 56 146 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,463 | 5,579 | 660 955 | 700 880 | 1 361 835 |
| Rwanda | 0,002 | 0,003 | 296 | 314 | 610 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Saint-Marin | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Salvador | 0,014 | 0,018 | 2 073 | 2 199 | 4 272 |
| Samoa | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Sénégal | 0,005 | 0,006 | 740 | 785 | 1 526 |
| Serbie | 0,032 | 0,040 | 4 739 | 5 025 | 9 764 |
| Seychelles | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Singapour | 0,447 | 0,559 | 66 199 | 70 198 | 136 397 |
| Slovaquie | 0,160 | 0,200 | 23 695 | 25 127 | 48 822 |
| Slovénie | 0,084 | 0,105 | 12 440 | 13 192 | 25 632 |
| Somalie | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Soudan | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Sri Lanka | 0,031 | 0,039 | 4 591 | 4 868 | 9 459 |
| Soudan du Sud | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Suède | 0,956 | 1,195 | 141 580 | 150 132 | 291 713 |
| Suisse  | 1,140 | 1,425 | 168 830 | 179 028 | 347 858 |
| Suriname | 0,006 | 0,008 | 889 | 942 | 1 831 |
| Tadjikistan | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| Tchad | 0,005 | 0,006 | 740 | 785 | 1 526 |
| Thaïlande | 0,291 | 0,364 | 43 096 | 45 699 | 88 795 |
| Timor-Leste | 0,003 | 0,004 | 444 | 471 | 915 |
| Togo | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Tonga | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Trinité-et-Tobago | 0,034 | 0,043 | 5 035 | 5 339 | 10 375 |
| Tunisie | 0,028 | 0,035 | 4 147 | 4 397 | 8 544 |
| Turkménistan | 0,026 | 0,033 | 3 851 | 4 083 | 7 934 |
| Turquie | 1,018 | 1,273 | 150 762 | 159 869 | 310 631 |
| Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Ukraine | 0,103 | 0,129 | 15 254 | 16 175 | 31 429 |
| Union européenne |   | 2,500 | 296 163 | 314 052 | 610 215 |
| Uruguay | 0,079 | 0,099 | 11 700 | 12 406 | 24 106 |
| Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 148 | 157 | 305 |
| Venezuela | 0,571 | 0,714 | 84 563 | 89 671 | 174 234 |
| Viet Nam | 0,058 | 0,073 | 8 590 | 9 108 | 17 698 |
| Yémen | 0,010 | 0,010 | 1 185 | 1 256 | 2 441 |
| Zambie | 0,007 | 0,009 | 1 037 | 1 099 | 2 136 |
| Zimbabwe | 0,004 | 0,005 | 592 | 628 | 1 221 |
| **Total** | **78,009**  | **100** | **11 846 512** | **12 562 092** | **24 408 604** |

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

1. Voir la note de bas de page du tableau 6. [↑](#footnote-ref-1)
2. CBD/COP/14/4. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir résolution 60/283 de l'Assemblée générale, sect. IV. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir [CBD/SBI/2/22](https://www.cbd.int/doc/c/05b3/3c25/2cc04a53ad3360ce1a1b940e/sbi-02-22-fr.pdf), section I. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir décision [IX/34](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-09/cop-09-dec-34-fr.pdf), annexe. [↑](#footnote-ref-5)
6. Le Fonds japonais pour la biodiversité devrait être dissous en 2020, avec comme conséquence une date limite pour le paiement des cotisations qui serait fixée à la fin de 2020. [↑](#footnote-ref-6)
7. On entend par circonstances exceptionnelles les situations dans lesquelles, trois mois avant la réunion, le Directeur exécutif estime que la participation à la réunion est compromise en raison des insuffisances de la dotation du Fonds d'affectation spéciale BZ. [↑](#footnote-ref-7)
8. Réunions prioritaires : Conférence des Parties, Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya, Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, Organe subsidiaire chargé de l’application, Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l’article 8j) et les dispositions connexes, et les réunions extraordinaires sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020. [↑](#footnote-ref-8)
9. Conformément à la résolution 70/245 de l'Assemblée générale des Nations Unies, un barème révisé des quotes-parts pour la période triennale sera appliqué, lorsqu'il sera publié, pour calculer les contributions pour l'exercice biennal 2019-2020 (voir https://www.cbd.int/doc/notifications/2019/ntf-2019-015-budget-cbd-en.pdf). [↑](#footnote-ref-9)